

Déclaration de politique étrangère 2022

M. le Président,

Notre situation de sécurité est grave. Le discours de plus en plus agressif ainsi que les activités militaires de la Russie, visibles comme dissimulées, sont inacceptables. Le renforcement de la présence militaire russe à la frontière de l'Ukraine et les exigences de la Russie pour des garanties sécuritaires menacent le cœur même de l'ordre de sécurité européen.

L'ordre de sécurité européen est non négociable. La défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine est essentielle pour la sécurité de l'Europe tout entière.

L'Ukraine, tout comme la Suède, a le droit de faire ses propres choix en matière de politique sécuritaire. Il ne revient pas à la Russie de les lui dicter par des menaces et par la violence. Les règles du droit international sur la souveraineté et sur l'indépendance politique des États font partie intégrante de l'ordre de sécurité européen.

La voie à suivre pour réduire les tensions est la poursuite du dialogue et de la diplomatie, cependant, nous devons également nous préparer à ce que la Russie éventuellement choisisse une autre voie.

M. le Président,

Le droit de faire ses propres choix en matière de politique sécuritaire est essentiel à notre sécurité. Le gouvernement n'entend pas demander l'adhésion à l'OTAN. Notre politique de sécurité reste fermement en vigueur. Notre non-participation aux alliances militaires nous est bénéfique et contribue à la stabilité et la sécurité dans le nord de l'Europe.

Nous y associons une politique de défense qui repose sur deux piliers : une capacité nationale renforcée et une coopération internationale de défense accrue. Notre coopération avec la Finlande bénéficie d'un statut particulier en cette matière. Depuis 2014 nous avons élaboré un réseau de défense et de sécurité fonctionnel et avons conclu plus de 30 accords et près de 20 accords de coopération, notamment avec nos voisins nordiques et baltes. Nous construisons notre capacité militaire sur le plan bilatéral ainsi qu'avec l'OTAN. Nous élaborons également une capacité nationale de défense crédible grâce au plus large investissement qui ait été fait depuis les années 50 dans la défense suédoise.

La Suède ne restera pas passive si un autre État membre de l'Union européenne ou un pays nordique est victime d'une catastrophe ou d'une attaque. Nous nous attendons à ce que ces pays en fassent de même si la Suède était touchée. Une attaque armée contre la Suède ne peut être exclue. Nous devons donc être prêt à apporter ainsi qu'à recevoir de l'aide, aussi bien civile que militaire. Cependant, nous sommes les seuls à

décider *avec qui* nous coopérons et *sous quelles formes* – en temps de paix, de crise et de guerre.

La politique étrangère et de sécurité de la Suède repose sur la cohésion au sein de l'Union européenne et sur une coopération approfondie sur un large front : dans la région nordique, dans la région de la mer baltique, à travers l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et à travers un partenariat renforcé avec l'OTAN. Les Nations Unies et le droit international demeurent la pierre angulaire de la politique étrangère de la Suède. Un lien transatlantique fort est essentiel pour la sécurité de l'Europe.

M. le Président,

Nous disposons d'un certain nombre d'instruments de politique de sécurité pour remédier à la détérioration de la situation sécuritaire en Europe. L'OSCE en est un instrument important. La Suède vient de clore son mandat de présidence de l'OSCE, durant lequel nous avons accompli des progrès qui perdureront.

Nous avons renforcé la plateforme pour le dialogue. Le besoin de dialogue est aujourd'hui plus grand qu'il ne l'a été depuis la fin de la guerre froide. Ceci s'est illustré lors du conseil des ministres à Stockholm, où une cinquantaine de ministres des affaires étrangères ont eu des discussions politiques majeures et ont pris des décisions.

Nous avons également renforcé la plateforme pour la résolution des conflits. Lors de notre présidence, nous avons mis l'accent sur l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie et le sud du Caucase.

Les rencontres avec la société civile sont toujours une priorité, la présidence suédoise de l'OSCE n'y a pas fait exception. En Russie, la situation des droits de l'homme s'est progressivement détériorée. Une société de plus en plus répressive a rendu impossible le travail essentiel des défenseurs des droits de l'homme. La fermeture du groupe de défense des droits de l'homme Memorial en est un des exemples inquiétants.

Au Bélarus, nous avons vu l'exploitation cynique des migrants par le régime à des fins politiques. Le Bélarus doit relâcher tous les prisonniers politiques et organiser des élections démocratiques.

Lors de sa présidence, la Suède a également œuvré à ce que l'agression de la Russie contre l'Ukraine et l'annexion illégale de la Crimée par la Russie figurent parmi les priorités de l'agenda de l'OSCE. Huit ans se seront bientôt écoulés depuis l'émergence de cette situation et plus de 14 000 personnes ont perdu la vie. Le temps écoulé ne rend cependant pas les violations du droit international plus acceptable. Nous poursuivons maintenant ces efforts en tant que membre de la troïka de l'OSCE.

M. le Président,

Nous vivons actuellement une crise climatique et environnementale croissante. La Suède jouera un rôle de premier plan dans la transition climatique. Cependant, le niveau mondial des ambitions est loin d'être suffisant. Les changements climatiques et la dégradation environnementale contribuent à un accroissement des tensions et des conflits. Le climat est d'une importance capitale pour notre sécurité. Les menaces sécuritaires liées au climat doivent être prises extrêmement au sérieux.

Durant notre présidence, l'OSCE a pris la décision de s'attaquer aux défis posés par les changements climatiques. Grâce au rôle catalyseur de la Suède, l'OSCE a maintenant le mandat de prendre des mesures préventives contre l'impact des changements climatiques sur la sécurité dans la région.

Nous allons nommer un ambassadeur pour les questions climatiques et de sécurité. Nous intégrerons de nouvelles expertises à nos opérations internationales de gestion des crises, de consolidation de la paix, de coopération internationale au développement et de diplomatie climatique. Nous continuerons de renforcer l'instrument des Nations Unies, lancé par la Suède, pour le climat et la sécurité. En quelques années seulement, cet instrument est devenu un élément essentiel dans les pays et régions touchés par des conflits liés aux changements climatiques.

En juin, la Suède accueillera Stockholm+50, un sommet international des Nations Unies visant à promouvoir une transition verte équitable et mondiale.

M. le Président,

La pandémie de la COVID-19 a entravé la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Une partie des progrès mondiaux effectués ces dernières années, tels que l'amélioration de la santé maternelle et infantile ainsi que l'égalité des genres, ont été balayés. La faim et l'extrême pauvreté sont en hausse dans le monde pour la première fois depuis 20 ans.

L'Agenda 2030 est notre feuille de route pour inverser cette tendance.

M. le Président,

Le besoin d'un meilleur système mondial de santé et le constat que les effets de la pandémie ont frappé plus durement les femmes et les enfants sont d'amères leçons.

Le gouvernement a, dès les premiers moments, œuvré activement pour une distribution plus équitable du vaccin contre la COVID-19.

L'initiative COVAX pour un accès mondial au vaccin a maintenant livré 1 milliard de doses de vaccin dans 144 pays à travers le monde. La Suède est le plus grand donateur du monde de COVAX par habitant et le cinquième plus grand donateur au total.

Les efforts permettant de renforcer la sécurité sanitaire mondiale, notamment ceux pour combattre la résistance aux antibiotiques et développer un nouveau traité mondial solide de lutte contre la pandémie, sont une priorité. À cette fin, le gouvernement va nommer un ambassadeur au ministère de la santé et des affaires sociales en vue d'œuvrer pour la sécurité sanitaire mondiale.

M. le Président,

L'Union européenne est, pour la Suède, l'enceinte la plus importante en matière de politique étrangère et de sécurité. En des temps incertains, les États membres sont plus forts ensemble. Nous continuerons de renforcer les liens étroits qui nous unissent avec nos partenaires au sein de l'Union européenne ainsi qu'avec nos voisins nordiques et baltes. Les efforts visant à faire de la région nordique la région du monde la plus durable, la plus intégrée et la plus avancée du point de vue des technologies numériques, seront intensifiés.

Le gouvernement veut voir une Union européenne forte, qui peut prendre une plus grande responsabilité pour sa propre sécurité, mais nous tenons également à souligner que ceci n'est pas incompatible avec le développement de nouveaux partenariats ou un lien transatlantique fort.

L'année prochaine, la Suède aura, pour la troisième fois, la présidence du Conseil de l'Union européenne. Le ministre des affaires européennes vient de

présenter comment le gouvernement fera avancer ses priorités au niveau européen. Il s'agit d'un programme ambitieux.

La situation des réfugiés et des migrants exige notre constante attention. L'Union européenne doit établir un régime d'asile commun assurant une sécurité juridique, qui soit humain et durable, dans lequel chacun prenne sa part de responsabilité.

Nous maintiendrons notre étroite collaboration avec le Royaume-Uni, notamment dans le domaine de la politique sécuritaire et de défense, du commerce ainsi que de la formation et la recherche.

Les États-Unis sont à nouveau un partenaire constructif sur la scène mondiale. C'est un encouragement pour la poursuite et le renforcement de la coopération, notamment dans les domaines des changements climatiques, de la démocratie et de l'égalité des genres. La coopération avec les États-Unis est essentielle à la politique sécuritaire et de défense, au commerce et à la technologie.

M. le Président,

La politique étrangère féministe continue de faire des émules. La Suède a été la première. Il est gratifiant de voir que l'Allemagne suive maintenant cet exemple, tout comme le Canada, la France, le Luxembourg, l'Espagne et le Mexique, qui mènent également des politiques étrangères féministes.

Nos efforts doivent s'intensifier, notamment au regard du recul constaté en matière d'égalité des genres suite à la pandémie. La violence faite aux femmes et aux filles a augmenté à travers le monde. La pandémie, la crise climatique et la réduction de l'espace démocratique nous exposent à un risque de récession mondiale en matière d'égalité des genres. Plus que jamais, nous avons besoin d'une politique étrangère féministe.

En 2022, nous élaborerons un nouveau plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité, ainsi qu'une nouvelle stratégie mondiale pour l'égalité des genres dans l'aide au développement. La Suède est à la tête de l'action en faveur de l'autonomisation économique des femmes au sein du Forum Génération Égalité des Nations Unies.

M. le Président,

Pour la cinquième année consécutive, nous voyons plus de pays évoluer vers un régime autoritaire que vers un régime démocratique. Les coups militaires au Myanmar, au Soudan, au Mali et au Burkina Faso, la prise de contrôle des Talibans en Afghanistan, la détérioration de la situation au Bélarus et le conflit en Éthiopie sont des exemples dramatiques du recul de la démocratie.

Lors du sommet pour la démocratie, présidé par le président des États-Unis Joe Biden, la Suède a été un partenaire actif dans plusieurs activités auxquelles le Premier ministre et moi-même avons participé. Le message

de la Suède a été que la montée du populisme d'extrême droite et du nationalisme portent atteinte à la démocratie et que l'État de droit ainsi que la participation politique et économique des femmes sont essentiels à la démocratie. Les droits des personnes LGBTIQ doivent être pleinement respectés dans le monde entier.

Cette année, la Suède a exercé la présidence de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, où nous continuerons de promouvoir la commémoration de l'holocauste et ferons tout notre possible pour combattre l'antisémitisme et l'antitsiganisme.

Une plus grande attention doit être accordée à l'absence de démocratie et le non-respect des droits de l'homme dans la vie professionnelle à travers le monde. Les travailleurs sont harcelés, perdent leur travail et sont même tués en raison de leurs activités syndicales. Le ministère des affaires étrangères poursuivra ses efforts dans ces domaines, notamment au sein du Global Deal.

M. le Président,

La menace nucléaire est une réalité et nous devons poursuivre nos efforts de désarmement. L'objectif est un monde exempt d'armes nucléaires. Dans le cadre de l'Initiative de Stockholm, nous avons proposé 22 étapes spécifiques offrant une approche constructive et pragmatique au désarmement nucléaire. Un nombre croissant de pays se rallient maintenant aux propositions de la Suède.

Nous nous sommes directement adressés aux cinq puissances nucléaires. Nous pouvons nous réjouir du fait que le message de l'Initiative de Stockholm sur la nécessité de faire des progrès a été entendu. Le 3 janvier, les cinq États ont déclaré, dans une déclaration conjointe, qu'« une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit jamais être entreprise ».

M. le Président,

Les besoins humanitaires augmentent considérablement à travers le monde. Les inégalités se creusent. Près de 275 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire pour survivre. Environ 45 millions de femmes, d'hommes et d'enfants dans 43 pays sont au bord de la famine.

La politique d'aide au développement de la Suède gardera un haut niveau d'ambition tant en termes de volume que de qualité. L'aide publique au développement de la Suède continuera à être équivalente à un pour cent du revenu national brut. Cette aide sera utilisée pour réduire la pauvreté et l'injustice à travers le monde. C'est une question de solidarité – ainsi que de conviction qu'un monde meilleur contribue à la sécurité de la Suède.

La Suède intensifiera ses efforts de prévention des changements climatiques et des effets sur la sécurité alimentaire et l'environnement, et

encouragera des conditions de vie durables. En 2022, nous augmenteront l'aide climatique de 1 milliard de SEK.

Alors que les forces anti-démocratiques gagnent du terrain, l'aide de la Suède, forte d'une ambition inébranlable, continuera de faire contrepoids. Davantage de sociétés démocratiques contribue à un monde meilleur – et apporte une sécurité accrue à la Suède.

M. le Président,

Ma visite en Israël a été la première visite depuis 10 ans d'un ministre des affaires étrangère suédois. Il est important que le gouvernement ait amélioré nos relations avec Israël. En même temps, nous continuerons de reconnaître la Palestine. La Suède continue d'agir en faveur d'une solution à deux États qui repose sur le droit international.

Les groupes terroristes ont considérablement augmenté leurs activités au Mali. Il est inacceptable que la junte malienne ait reporté des élections démocratiques et coopèrent avec des mercenaires russes. L'engagement militaire et civil de la Suède au Mali a pour objectif de promouvoir la sécurité, contrer le terrorisme et construire un développement durable dans le respect des droits de l'homme.

La guerre au Yémen entre dans sa huitième année. C'est l'une des pires catastrophes humanitaires du monde. La Suède continuera de mettre l'accent sur la nécessité de pourparlers de paix au sein des Nations Unies.

L'inclusion des femmes à ces pourparlers est une condition préalable à une paix durable.

La Syrie est un pays profondément ravagé. Le conflit dure depuis douze ans. Les besoins humanitaires de millions de personnes sont urgents. La Suède est et restera un des donateurs majeurs en matière d'aide humanitaire.

Le conflit et la crise humanitaire en Éthiopie compromettent la stabilité dans toute la corne de l'Afrique. L'Éthiopie est au bord de la famine. Des milliers de personnes ont été tuées dans le conflit, y compris 24 travailleurs humanitaires des Nations Unies. Nous continuerons d'œuvrer pour un cessez-le-feu immédiat, par le biais des l'Union européenne et des Nations Unies.

M. le Président,

Comme le Premier ministre l'a dit « nous mettrons tout en œuvre pour briser la ségrégation et sévir contre les gangs ». Les structures criminelles sous-jacentes sont presque toujours transnationales. La transformation numérique de nos sociétés entraîne une augmentation de la cybercriminalité internationale. Les fusillades et les explosions, souvent en utilisant des armes de contrebande, continuent d'être un défi sécuritaire redoutable. Bien trop souvent, les jeunes hommes impliqués sont instrumentalisés par des acteurs criminels de poids de niveau international.

Il y a dix-huit mois, j'ai nommé un envoyé spécial pour le crime organisé afin d'identifier la manière dont les services extérieurs de la Suède peuvent soutenir au mieux les autorités chargées de l'application de la loi. Plusieurs ambassades ont reçu des missions spécifiques afin de lutter contre le crime organisé. La prochaine étape sera d'équiper plusieurs ambassades pour qu'elles puissent contribuer de manière plus efficace à la prévention de la criminalité. La coopération entre les autorités chargées de l'application de la loi et les ambassades sera renforcée.

M. le Président,

Nous devons défendre le libre-échange, notamment en des temps où un vent de protectionnisme souffle plus fort. Le système commercial multilatéral, fondé sur l'Organisation mondiale du commerce, est essentiel à la croissance et à la prospérité. Une menace au système commercial réglementé est une menace à l'économie de la Suède et à nos relations commerciales. Alors que la coopération est importante, notamment en matière de commerce, nous prendrons cependant des mesures contre toute activité menaçant la sécurité de la Suède et des entreprises suédoises.

La Suède et l'Union européenne doivent œuvrer de manière encore plus étroite avec les partenaires de même opinion afin de protéger et développer le commerce international, en mettant l'accent sur la transition verte vers une société sans énergies fossiles. Notre politique

commerciale contribuera à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et l'agenda 2030.

À travers la participation de la Suède à Expo 2020, nous présentons la manière dont les solutions suédoises permettent d'aller vers une transition verte et durable.

Le poids international de la Chine, affecte également la Suède et les intérêts suédois, notamment le commerce. Nous avons engagé un dialogue franc et ouvert avec la Chine, où les droits de l'homme et la liberté d'expression sont des éléments clés. La Suède et l'Union européenne voient les défis internationaux auxquels nous ne pouvons faire face qu'avec la Chine – tels que les changements climatiques, la santé et un ordre commercial équitable.

M. le Président,

L'année dernière, la Suède a évacué près de 2 000 personnes d'Afghanistan. En août, la situation à l'aéroport de Kabul a par moments été chaotique et très difficile. Le personnel des forces armées suédoises a évité de justesse l'explosion d'une bombe près de l'aéroport.

Au nom du gouvernement, je tiens à réitérer nos remerciements à toutes les personnes au sein des services extérieurs suédois, des agences gouvernementales et des municipalités qui ont travaillé nuits et jours avec

les évacuations. Je suis fière de l'opération collective mise en œuvre par la Suède.

Malgré ce lourd sentiment que les ténèbres s'abattent sur le monde, ce que beaucoup d'entre nous indéniablement ressentent à cet instant, et même si le besoin d'efforts conjoints peut sembler infini, je voudrais terminer en disant que l'espoir d'un changement existe, grâce aux efforts acharnés et à des lignes claires. Ou, comme l'archevêque Desmond Tutu l'a exprimé : « l'espoir, c'est d'être capable de voir la lumière malgré l'obscurité ».